

LA FILIÈRE SCIENTIFIQUE EST LA PLUS TOUCHÉE PAR LA FRAUDE**50% des élèves devront repasser le bac**

La ministre de l'Education nationale se réunira ce matin avec les syndicats autonomes, les associations des parents d'élèves et la presse pour donner les détails et fixer la date officielle de la deuxième session des épreuves partielles du bac. D'ores et déjà, on sait que la filière sciences expérimentales est la plus touchée par la fraude avec sept matières à repasser. Les candidats issus des autres filières recomposeront aussi tous les sujets en commun avec la filière scientifique.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Au total environ 50% de candidats sur les 800 000 ayant passé leur bac entre le 29 mai et le 2 juin dernier vont devoir repasser les épreuves du bac, selon les premières estimations établies par les syndicats autonomes du secteur.

Les candidats issus de la filière scientifique sont les plus touchés par la fuite des sujets. Hormis la langue arabe et l'éducation islamique, les sept autres matières de cette filière ont fuité. Les candidats scientifiques vont devoir donc repasser les sept matières.

Les candidats des autres filières devront recomposer, quant à eux, tous les sujets communs avec la filière scientifique. Ces derniers devront repasser entre deux à trois matières notamment le français, l'anglais et histoire-géographie, selon les syndicats du secteur.

Les candidats des filières littéraire et philosophie et littéraire et langues ne devront pas être concernés par cette deuxième session. Puisque

selon le premier bilan du ministère de l'Education nationale, 4 filières sur 6 sont touchées par la fuite des sujets. Il s'agit des filières sciences expérimentales, gestion économique, technique mathématique et mathématique.

La deuxième session des épreuves du bac interviendra durant ce mois de Ramadhan. Elle devra s'étaler au maximum sur quatre jours notamment pour les scientifiques et



La deuxième session interviendra durant le Ramadhan.

touchera les 48 wilayas. Le Satef (syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation) a

proposé la date du 18 au 22 juin pour refaire les épreuves à raison d'une matière par jour et les matinées seu-

lement en raison du mois de Ramadhan.

Ce syndicat appelle, par ailleurs, à ce qu'il n'y ait plus, à l'avenir, de sujet commun entre les différentes filières. Le CLA estime pour sa part que la date des épreuves partielles du bac interviendra au plus tard le 20 juin. «Refaire les épreuves demande toute une organisation qui a besoin d'un peu de temps», estime Idir Achour président du CLA.

La ministre de l'Education se réunira ce matin avec les syndicats autonomes du secteur, les associations des parents d'élèves et la presse pour donner tous les détails sur le déroulement des épreuves partielles du bac. La date officielle du déroulement des épreuves sera aussi fixée et annoncée aujourd'hui en concertation avec les partenaires sociaux.

S. A.

Sellal promet des sanctions

Actualité oblige, le scandale, lié à la fraude enregistrée lors des épreuves du baccalauréat, a été évoqué par le Premier ministre lors de son intervention devant les participants de la tripartite. Selon lui, «la fraude enregistrée dans le secteur de l'éducation et du savoir est inacceptable et le gouvernement est décidé à combattre l'étendue de la fraude».

Très affecté par ce scandale, Abdelmalek Sellal a déclaré que la «justice va frapper fort contre tous ceux qui sont impliqués et reconnus coupables dans cette affaire de fraude». «Quand on touche à ce niveau du savoir, on a touché à la sécurité nationale», a regretté le Premier ministre, qui a appelé les citoyens à contribuer à la lutte contre ce genre de comportements, estimant qu'il n'y a «point d'avenir quand on bouscule les structures du savoir et de la connaissance».

Réitérant son soutien et celui de son gouvernement à la ministre de l'Education, Abdelmalek Sellal a déclaré que «l'enquête est en cours pour démasquer les auteurs de tels actes et la justice frappera fort contre tous ceux qui sont impliqués» dans les fuites enregistrées lors du baccalauréat 2016.

Le Premier ministre a estimé dans ce sens, que «des mesures de réformes devraient être prises au niveau de l'Office national des examens et des concours (Onec) si des imperfections venaient à être décelées». «La fraude ne restera pas impunie», a encore ajouté le Premier ministre, assurant que «tout responsable n'assumant pas ses responsabilités dans des affaires engageant la sécurité et la stabilité du pays sera sanctionné selon les lois en vigueur».

A. B.

IL EXIGE SA DÉMISSION AVANT TOUTE ENQUÊTE SUR LES FRAUDES AU BAC**Virulente attaque de Mokri contre Benghebrit**

Exigeant la mise sur pied d'une commission d'enquête à même de faire toute la lumière sur les fuites des sujets du bac, le président du MSP émet un préalable : la démission de la ministre de l'Education nationale qui, selon lui, a «humilié le pays» dans le concert des nations.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Abderezzak Mokri, qui animait, hier dimanche, une conférence de presse, est on ne peut plus convaincu que ces fuites «résultent de la crise du système politique» qui est derrière «l'effondrement des valeurs, même



Abderezzak Mokri.

dans les institutions». Ce qui fait que le citoyen ne croit plus en l'autorité de l'Etat. Et d'aller loin dans son analyse, décelant dans ces fuites venues

d'en haut, une des manifestations de «la terrible guerre que se livreraient les divers clans du pouvoir». «S'il n'y avait pas cette guerre de clans, il n'y aurait pas eu cette fraude généralisée», a-t-il expliqué.

Ceci avant que le leader du MSP ne s'en prenne à la ministre de l'Education qui, selon lui, a «humilié le pays dans le concert des nations», lui conseillant de «donner l'exemple et de prendre ses responsabilités politiques pour démissionner». «Dans d'autres pays, et pour beaucoup moins que ça, des ministres rendent le tablier», a-t-il argué.

Une ministre de l'Education que Mokri accusera d'avoir ramené dans ses valises, «la crise d'identité que le peuple algérien a réglée il y a longtemps». S'étonnant que «certains

laïcs» notamment, la «soutiennent» au moment où d'autres la «couvrent», le président du MSP ressensera son accusation contre Nouria Benghebrit, celle d'avoir «ramené des Français pour superviser les réformes des manuels scolaires et d'y traquer les versets coraniques». Et d'avouer que cette «couverture» suscite la «peur» et est l'expression d'un «mépris», faisant le parallèle avec l'ex-ministre de l'Education, Ali Benmohamed qui a été jeté, selon lui, en pâture et n'a pas bénéficié du même traitement de faveur que Benghebrit.

Le président du MSP se positionnera, par ailleurs, contre l'option d'une session partielle des épreuves du bac comme retenu, hier, par le gouvernement.

Pour lui, l'idéal est de refaire totalement l'examen du bac après le mois de Ramadhan car il y a ce choc «psychologique» subi par les candidats à cet examen.

Mokri s'exprimera, par ailleurs, contre le nouveau modèle économique présenté, hier, à l'occasion de la 19^e tripartite, aveu, selon lui, on ne peut plus clair, de l'échec du gouvernement, regrettant, au passage, «la fuite de responsabilité dans cet état de fait et ce, depuis le recouvrement par le pays de son indépendance nationale».

Et de prévoir «l'échec de ce nouveau modèle économique en l'absence d'une bonne gouvernance, de démocratie, de réforme politique et d'alternance au pouvoir».

M. K.

UNIVERSITÉ**La refonte des études médicales en réflexion**

Des travaux de réflexion ont été entamés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avec les doyens et professeurs des Facultés de médecine pour revoir l'ensemble du système régissant les études médicales.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - La refonte de ces études a fait l'objet de quatre ateliers/réunions depuis janvier 2016 entre ces parties prenantes. Pourquoi restructurer le régime aujourd'hui ? La mise à jour a même trop tardé pour le corps professoral médical. Les raisons sont manifestement évidentes, a déclaré le professeur Necib Berber, doyen de la Faculté de médecine de Tlemcen.

Son exposé lors de la conférence nationale des universités, samedi dernier, en a fait état précisément. Il y a lieu de savoir que les textes régissant la médecine datent de plus de

45 ans. Soit établis durant la période postindépendance, quand l'Algérie était en pénurie de médecins et de compétences médicales. Si le volet juridique archaïque est, effectivement, l'une des plus importantes entraves à la modernisation du secteur, il va sans dire que les indicateurs épidémiques et démographiques référentiels de l'époque diffèrent de pied en cap avec ceux d'aujourd'hui.

Le diabète, l'hypertension, le cancer, l'Alzheimer et d'autres maladies du siècle étaient encore très peu connues dans les années 1970, a signalé le professeur. Or, elles se



Necib Berber.

répandent de plus en plus dans l'Algérie d'aujourd'hui et elles nécessitent incontestablement «une considération particulière». Ce n'est pas le

cas dans les universités de médecine actuellement qui n'y consacrent pas de modules spécifiques. Outre ces causes, la pédagogie et les dispositifs d'enseignement ont également évolué, a précisé le doyen.

Concrètement, la réflexion en cours au ministère examine un ensemble de commissions traitant de l'utilisation des établissements universitaires et de la validation des terrains de stages hors CHU, puisque ceux-ci ne sont pas en mesure d'accueillir des centaines d'étudiants en plus des patients. Pour des raisons pratiques, pédagogiques mais aussi éthiques.

L'architecture du cursus va également être revue, que ce soit pour l'organisation, l'évaluation ou la durée des études, a précisé le professeur N. Berber. Evidemment, les concerta-

tions lors des réunions précédentes concernent, en plus, l'allègement, la psychologie clinique, l'hygiène hospitalière, la simulation médicale ou encore d'autres modules qui vont être intégrés aux études médicales.

Pour le professeur, il est également nécessaire d'introduire et de généraliser le tutorat au premier cycle. Il recommande parallèlement la modernisation pédagogique avec «une utilisation intensive des TIC». Selon lui, «le concours du résidanat ne doit pas être impératif et le choix de tous».

En rajoutant que c'est, d'ailleurs, tout l'intérêt de l'intégration de formations professionnalisantes. «Il est temps que le médecin généraliste retrouve sa place dans la société et dans le système de santé», conclut-il.

N. B.